

Priorités en matière d'action politique

Lors de la réunion du comité de coordination de la Coalition, en avril, les membres ont cherché à déterminer comment faire le meilleur usage possible de nos ressources limitées, tant financières qu'humaines. Il fut décidé à l'unanimité que nous allions travailler activement sur certaines questions et nous contenter de réagir à d'autres, à mesure qu'elles se présenteraient.

Les femmes et la constitution

L'une des questions sur laquelle nous allons concentrer nos efforts concerne les femmes et la constitution. En effet, aucun organisme de femmes en Ontario ne se penche exclusivement sur cette question, alors qu'il est de la plus grande importance que les femmes fassent connaître leurs idées en ce moment crucial. A venir jusqu'ici, nous avons soumis un mémoire et fait une présentation devant le comité spécial sur la constitution. Nous prévoyons organiser des ateliers partout dans la province pour donner aux femmes l'occasion de débattre de la question de la constitution et de préparer des propositions qui seront présentées lors de l'assemblée générale annuelle de la Coalition plus tard cette année.

L'équité en matière d'emploi

Nous allons également travailler activement sur la question de l'équité en matière d'emploi. Nous avons été contactées par l'Alliance pour l'équité en matière d'emploi qui nous invite (ainsi que l'association ontarienne des femmes autochtones, la coalition des femmes des minorités visibles et le DisAbled Women's Network) à co-parrainer une journée de sensibilisation sur la discrimination double qui touche les femmes dans leur lutte pour l'équité en matière d'emploi. Des représentantes des cinq groupes susmentionnés se réuniront au début de juin pour discuter des détails de cette conférence. Nous allons également inviter les femmes à nous faire des suggestions concernant les sujets à aborder en atelier. N'hésitez pas à nous faire parvenir vos idées au bureau de la Coalition.

Avez-vous déjà adhérer?

Bienvenue a cette édition des Nouvelles CFO. La comité de coordination s'est reuni chaque deux mois jusqu'a ici, mais il nous semble qu'il n'y a pas assez de temps pour accomplir tous que nous voulons faire. L'un des buts identifié pendant la réunion de ratification de l'octobre dernier était de créer des liens avec des autres organizations est de lever des fonds suffisants afin que la CFO pourrait se constituer comme une rassemblement vraiment representative des femmes de l'Ontario.



Homage a ma grandmère, sculpture de Badanna Zack.

Mais nous nous trouvons dans une position difficile. A cause d'une manque du temps et de l'argent, ce n'est pas facile de remplir notre mandat. Nous sommes toutes benevoles. Pour la plupart, nous avons des positions a pleins temps déjà exigeantes.

On a toujours besoin des benevoles. Et surtout, si vous n'avez pas encore adhérer, ou nous envoyé vos frais,

tournez à page 3, couper la formule d'adhesion et l'envoyez.

Contenu

Le budget	2
<i>Pour une gouvernement plus proche</i>	
Le travail et la famille	3
<i>L'équilibre crucial</i>	
La constitution	4
<i>Le CFO presente un memoire au Comité special</i>	

Le budget: pour un gouvernement plus proche

Le budget provincial rendu public le 29 avril dernier contenait un certain nombre de points intéressants pour les femmes de la province, dont le désir apparent de venir en aide aux citoyens les plus vulnérables — dont la majorité sont des femmes et des enfants. Bien que ces efforts ne soient pas suffisants, nous entrevoyons à tout le moins une tendance contraire à celle qui prévaut dans les autres provinces et qui consiste à réduire le déficit à tout prix.

Nombreux sont ceux qui sont d'avis que la province aurait pu faire davantage, particulièrement dans le domaine de l'assistance sociale. Les dépenses totales dans ce domaine étaient de l'ordre de 215 millions de dollars, même si les données du gouvernement indiquaient qu'au moins 415 millions de dollars étaient nécessaires. Depuis le 29 avril, la ministre des Services sociaux et communautaires a annoncé la plupart des mesures qu'elles entendent prendre. Bon nombre d'entre elles sont conçues pour rationaliser le processus de demande d'assistance sociale ou pour créer des emplois à court terme.

Le déficit, héritage de l'administration libérale précédente, a augmenté d'environ 6 milliards de dollars. La taxe minimale imposée aux entreprises, d'abord promise durant les élections qui ont mené à la victoire du NPD, a été remise à plus tard, soit au moment de la publication du rapport de la Fair Tax Commission (commission sur la taxe équitable). (La Coalition a assisté à une réunion communautaire avec cette commission.) Le budget a plutôt augmenté l'impôt sur le revenu personnel des mieux nantis et diminué ou éliminé l'impôt sur le revenu des plus démunis.

Le budget comprenait également la somme de 125 millions de dollars destinés aux ajustements en matière d'équité salariale dans le secteur public en général, en plus des 30 millions de dollars déjà annoncés et destinés aux ajustements en matière d'équité salariale des travailleurs de garderies.

Dans le domaine des services de garde des enfants, on a annoncé la création de 400 nouveaux espaces en garderie. Ce nombre est de beaucoup inférieur au nombre d'espaces promis pendant les élections. Notons toutefois qu'au moment des élections, le NPD entrevoyait un léger surplus dans les coffres de la province, et non un déficit de 3 milliards de dollars. Pour ce qui est de l'équité en matière d'emploi, le budget n'alloue que 24 millions de dollars aux initiatives de la Fonction publique de la province, mais nomme un commissaire chargé d'effectuer des consultations sur la loi proposée sur l'équité en matière d'emploi.

Le budget cherche à lutter contre la violence faite aux femmes d'au moins deux façons : la somme de 12 millions de dollars a été mise de côté pour toute une gamme d'améliorations aux services, et des fonds additionnels ont été réservés à la sensibilisation sur la violence faite aux femmes, en particulier sur les campus des collèges et des universités.

Et enfin, le budget destiné au programme de subventions communautaires de la Direction générale de la condition féminine de l'Ontario (DGCFO) n'a pas subi de réductions, contrairement aux rumeurs qui ont circulé à cet effet. Le budget du DGCFO a même connu une augmentation.

Étant donné le souci du NPD d'être représentatif de tous les citoyens et de ne pas s'aliéner le monde des affaires, nous croyons qu'il est très important que les groupes communautaires et les groupes de défense des droits comme le nôtre maintiennent la pression. La Coalition est d'avis que nous devons constamment rappeler au gouvernement, de toutes les manières possibles, ses promesses et son engagement envers les femmes.

De manière plus positive, notons qu'avec ce gouvernement du moins, nous pouvons rencontrer régulièrement les représentants au pouvoir. Des représentantes du Comité de coordina-



tion de la Coalition ont rencontré à deux reprises la ministre déléguée à la condition féminine, Anne Swarbrick, et son personnel, afin de lui transmettre nos inquiétudes concernant les besoins actuels des femmes. Nous avons été invitées à présenter un mémoire au comité choisi sur la constitution, ce qui a été fait (voir ailleurs dans ce bulletin une description plus élaborée). Nous avons également participé dernièrement à une réunion de « groupes communautaires » avec des représentants de la commission sur la taxe équitable. De plus, une série de consultations téléphoniques est actuellement en cours concernant les nominations auprès du Conseil consultatif des femmes de l'Ontario.

Le travail et la famille:

L'équilibre crucial

Lors d'une conférence parrainée récemment par la Direction générale de la condition féminine de l'Ontario (« Travail et famille : L'équilibre crucial »), plus de 200 participants ont pu entendre divers conférenciers leur parler de la pression sans cesse croissante que subissent les femmes qui cherchent à équilibrer la myriade de responsabilités qu'entraînent emploi et vie personnelle. Parmi les conférenciers se trouvaient des femmes de divers syndicats, des militantes communautaires, des porte-paroles du gouvernement et des représentants du secteur des entreprises. De nombreux conférenciers parlèrent en faveur d'une reconnaissance accrue, dans le milieu de travail, de la personne dans son ensemble, en particulier, dirent certains, puisque le problème touche de plus en plus les hommes tant bien que les femmes.

Le temps n'est plus où les employeurs pouvaient présumer que les travailleurs (entendez : les hommes) qu'ils embauchaient avaient des épouses à la maison pour s'occuper de leur famille. Les journées doubles que connurent les femmes lorsqu'elles entrèrent sur le marché du travail en grand nombre est en passe de devenir un phénomène asexué.

Mais peut-être pas aussi rapidement que certains des représentants d'entreprises les plus « avancés » semblent le croire.

Les solutions au manque de temps sont étroitement liées aux finances et, très certainement, à la santé et au niveau

de stress. Nombre de ces solutions impliquent une lutte pour obtenir un plus grand contrôle du lieu de travail. Bien que la présence de représentants d'entreprises vienne souligner la volonté de certaines entreprises de concéder de bon gré aux travailleurs un plus grand contrôle sur leur vie, il est apparu évident, lors de ce congrès, que les progrès accomplis le seraient par le

biais des syndicats et de législations.

Le problème se fait de plus en plus pressant en ce moment, alors que la récession oblige les femmes, en particulier les immigrantes, les femmes des minorités visibles et les femmes les plus démunies, à payer le gros prix en terme de salaires réduits, d'heures de travail plus longues et de services aux familles réduits.

AVIS URGENT!!

Voici venu encore une fois le temps de nous préparer pour l'assemblée générale annuelle. Après bien des recherches, nous avons fixé tentativement l'assemblée générale pour les 26 et 27 octobre à Ottawa. Dites-nous ce que vous en pensez.

Nous allons tenter, entre autres choses, de nous entendre le plus possible sur les questions constitutionnelles qui touchent les Ontariennes. Nous allons également élire de nouveaux membres au sein du Comité de coordination, offrir des ateliers éducatifs, et planifier nos priorités politiques pour l'an prochain. Nous allons même prendre le temps de faire plus ample connaissance et de nous amuser!

Il est vital que votre organisme se joigne maintenant à la Coalition. Les frais d'adhésion constituent une partie importante du budget de la Coalition et nous avons besoin d'une base financière minimale, ne serait-ce que pour permettre au comité de continuer à se réunir, d'effectuer des activités de levée de fonds et de rejoindre les femmes. Tout don additionnel, soit monétaire soit en services, que pourrait faire votre organisme serait grandement apprécié. L'Ontario vit une période importante et les femmes peuvent avoir un impact énorme si elles s'organisent. Faites-nous parvenir la formule ci-dessous dès aujourd'hui.

Je/Nous sommes d'accord avec les principes de justice sociale et d'égalité tels qu'énoncés dans les principes de base communs de la Coalition des Femmes de l'Ontario et nous voulons nous joindre comme:

___ une individuelle ___ une organization

Ci-inclus sont nos frais de \$ _____

Nom: _____

Organization: _____

Adresse: _____

Tel.: _____

Individues	\$75
Moins de 10 membres	\$35
11-50	\$50
51-100	\$100
101-500	\$150
501-1000	\$250
1001-5000	\$400
5001-10,000	\$750
Plus de 10,000 membres	\$1000

Comité de coordination

Lou Hawkes
Représentante du centre
(416) 944-3388 (h)
(416) 978-8089 (o)
(416) 978-8020 (fax)

Claire Péladeau
Représentante du sud-est
(613) 679-2739 (h)
(613) 741-8577 (fax)

Miriam Edelson
Membre sans poste
designé
(416) 769-2239 (h)
(416) 495-6548 (o)
(416) 495-6552 (fax)

Ada Hill
Membre sans poste
designé
(416) 964-1232 (o)
(416) 972-9757 (fax)

Marie Lorenzo
Membre sans poste
designé
(416) 979-2319 (h)
(416) 469-0301 (o)

Ellen Liebman
Membre sans poste
designé

Janet Maher
Membre sans poste
designé
(416) 652-1459 (h)
(416) 538-0628 (o)
(416) 538-6737 (fax)

Romi Mainolfi
Membre sans poste
designé
(416) 466-0088 (h)
(416) 538-0628 (o)

Liz Stimpson
Membre sans poste
designé
(416) 368-1331 (h)

En dépit d'un calendrier très serré, la Coalition des femmes de l'Ontario a pu présenter, le 1^{er} mars dernier, un mémoire au Comité spécial sur la place de l'Ontario dans la confédération.

Un coup d'oeil rapide sur le rapport préliminaire présenté le 21 mars à l'Assemblée législative donne à penser que les membres du comité ont entendu notre message :

- Prendre des mesures immédiates pour régler les plaintes de longue date des peuples des Premières Nations et du Québec;

- Prendre des mesures visant à démocratiser le processus d'élaboration de la constitution et effectuer un sondage auprès de la population, cette dernière étape étant essentielle pour stimuler, chez le « reste du Canada », une vision positive de notre avenir politique;

- Toute nouvelle formulation de la constitution devra maintenir et consolider les programmes sociaux et les droits de tous les citoyens.

Dans la prochaine étape, le comité entreprendra un dialogue avec les citoyennes de la province, d'ici jusqu'en

La constitution

octobre prochain. La Coalition des femmes de l'Ontario s'est fixé comme tâche première de s'assurer, d'une part,

que les femmes font entendre leurs exigences en matière d'égalité sexuelle, raciale et sociale et, d'autre part, que les droits des minorités sont protégés.

Dans le but de préparer un document exhaustif sur toutes les demandes susmentionnées et de faire participer le plus grand nombre de femmes possible, la Coalition se propose d'organiser une série de consultations régionales et de groupes divers. Ces consultations commenceront maintenant pour se terminer à la fin d'octobre. Nous prévoyons présenter l'ébauche d'un document de travail lors de l'assemblée générale annuelle à la fin d'octobre.

Si votre groupe ou région a déjà entrepris un projet semblable ou connexe et désire se joindre à nous ou partager les fruits de son travail avec les autres femmes de la province, veuillez contacter le comité de coordination le plus tôt possible.

LES FEMMES et la CONSTITUTION: Un perspective de l'Ontario

Vous pouvez vous procurer un exemplaire du mémoire de la Coalition au Comité spécial sur la place de l'Ontario dans la confédération, préparé par Barbara Cameron, auprès de la Coalition pour la somme de 5 \$, frais de poste et de manutention compris. Achats de 10 ou plus, 3,50 \$ chacun. Envoyer à CFO, 1260 rue Bay, Toronto M5R 2B8.

OWAC Coordinating Committee

Lou Hawkes
Central Rep.
(416) 944-3388 (h)
(416) 978-8089 (o)
(416) 978-8020 (fax)

Claire Peladeau
Southeast Rep.
(613) 679-2739 (h)
(613) 741-8577 (fax)

Miriam Edelson
Member at Large
(416) 769-2239 (h)
(416) 597-6772 (o)
(416) 597-8616 (fax)

Ada Hill
Member at Large
(416) 964-1232 (o)
(416) 972-9757 (fax)

Marie Lorenzo
Member at Large
(416) 979-2319 (h)
(416) 469-0301 (o)
(416) 461-4904 (fax)

Ellen Liebman
Member at Large

Janet Maher
Member at Large
(416) 652-1459 (h)
(416) 538-0628 (o)
(416) 538-6737 (fax)

Romi Mainolfi
Member at Large
(416) 466-0088 (h)
(416) 538-0628 (o)
(416) 538-6737 (fax)

Liz Stimpson
Member at Large
(416) 368-1331 (h)

In spite of the very short time-lines, the Ontario Women's Action Coalition presented a brief to the Select Committee on Ontario in Confederation on March 1, 1991.

A quick review of the preliminary report presented to the legislature March 21, suggests the Committee members may have heard our message:

- Take immediate steps to address the long-standing grievances of First Nations peoples and Quebec

- Move to democratize the process of constitution making and take a clear sounding from the people, an essential step in stimulating the formulation in 'the rest of Canada' of a positive vision of our political future

- Any new constitutional formulation should maintain and strengthen social programs and entitlements for all citizens.

The next phase of the Select Committee process will be dialogue with the

The Constitution

citizens of Ontario from now until October 1991. The Ontario Women's Action

Coalition has made it a priority to ensure women's voices are heard articulating the demands of sexual, racial and social equality and a commitment to the protection of the rights of minorities in this process.

To help design and consolidate a comprehensive document embracing those demands, and consistent with our outreach plan, the Coalition is proposing to facilitate a series of regional and constituency consultations between now and the end of September.

We anticipate bringing the draft document for discussion at our annual general meeting at the end of October.

If your group or region is already working on similar or related projects and want to join/share your work with other women across the province, please contact the Coordinating Committee as soon as possible.

WOMEN and the CONSTITUTION: An Ontario perspective

Brief presented to the Select Committee on Ontario in Confederation by the Ontario Women's Action Coalition, written by Barbara Cameron. Available from the Coalition at a cost of \$5, including postage and handling. One copy free to members. 10 copies or more \$3.50 per copy. Send to OWAC, c/o 1260 Bay St., Toronto M5R 2B8.

Work and Family: The Crucial Balance

At a recent conference sponsored by the Ontario Women's Directorate, called Work and Family: The Crucial Balance, over 200 participants listened to a variety of speakers on how to deal with the increasing pressure women face in terms of balancing the array of responsibilities in their work and personal lives. Among the speakers were union women, community activists, government spokespeople and representatives of the corporate sector. Many of the speakers argued for an increased recognition in the workplace of the whole person, particularly, some argued, since the problem increasingly affects men as well.

Gone are the days when employers could assume that the workers (read men) they were hiring had wives taking care of their family life on the home front. The double day that women faced when they started entering the labour force in record numbers is slowly becoming a cross-sex phenomenon.

But perhaps not quite as quickly as some of the "advanced" corporate sponsors might think. Women still bear the greatest burden of the tension between work and family responsibilities by far.

Solutions to the time crunch are intimately related to money and definitely to health and stress levels, and many of them involve fighting for more

control over our workplaces. Though the presence of corporate representatives showed how of some corporations benevolently concede more control over their lives to their workers, it was clear at this conference gains had to be fought for through unions and at the legislative level in particular.

The issue has become more acute,

these days, as the recession makes women, particularly immigrant, visible minority and poor women pay with lower pay, longer hours, and less services for their families.

Increasingly, the changing demographic composition of our society is contributing to the load with the rising need for good quality elder care as well.

URGENT NOTICE!!

It's that time again. We are already busy preparing for our annual general meeting. After scouting around, the Coordinating Committee has tentatively decided that it will be held in Ottawa, October 26-27. Please give us your feedback on this proposal.

Among other things, at this annual general meeting we will be looking to come to some agreement on the constitutional issues that face women in Ontario. In addition, we will be electing some new Coordinating Committee members, holding educational workshops, and planning the political priorities for the next year. We'll even have some time to just get to know each other and have some fun!

It is critical that your organization affiliate at this time. Membership fees are an important part of this Coalition's budget, and we need a minimum financial base if only to hold our committee meetings, do more fundraising and outreach, and plan our AGM. If your organization can afford to make any additional donations, whether monetary or in kind, we would very much appreciate hearing about it.

We are in an important period in Ontario, and women organized together can have a real impact. Please send the form below in today.

I/We agree with the principles of social justice and equality as outlined in the basis of unity of the Ontario Women's Action Coalition and wish to affiliate as:

an individual member an organization

Enclosed is our fee of \$ _____

Name: _____

Organization: _____

Address: _____

Tel.: _____

Individuals	\$75
Membership less than 10	\$35
11-50	\$50
51-100	\$100
101-500	\$150
501-1000	\$250
1001-5000	\$400
5001-10,000	\$750
Over 10,000 members	\$1000

The budget: more accessible government

The provincial budget released April 29 had some important things in it for the women of Ontario, not the least of which was its demonstrated willingness to support our most vulnerable citizens through the recession — the majority being women and children. At least we are witnessing a counter to the tendency in other provinces to cut spending on the backs of the people.

In fact it seems clear there was some attempt on the part of the Ontario Treasurer to pick up some of the pieces that have fallen as a result of federal Tory cutbacks in transfer payments for social programs such as health, education, and social assistance.

Many felt more could have been done, especially in the area of social assistance. Total budgetary expenditures in this area were only \$215-million, even though the government's own figures indicated that at least \$415-million were needed.

Since the budget announcement April 29, the Ministry of Community and Social Services announced most of its initiatives and many of them seem to be designed to either streamline the social assistance application process, or provide short-term employment.

The deficit, left over from the former Liberal administration, was increased by almost \$6-billion. A minimum corporate tax, originally promised during the NDP electoral "Agenda for the People" plank, was put off until the government receives a report from its Fair Tax Commission. Instead, the budget increased personal income taxes for high-income earners and reduced or eliminated personal income taxes for low-income earners.

The budget also included \$125-million towards pay equity adjustments in the broad public sector, on top of the \$30-million already announced towards pay equity adjustments for child care

workers.

In the area of child care, 400 new spaces were announced.

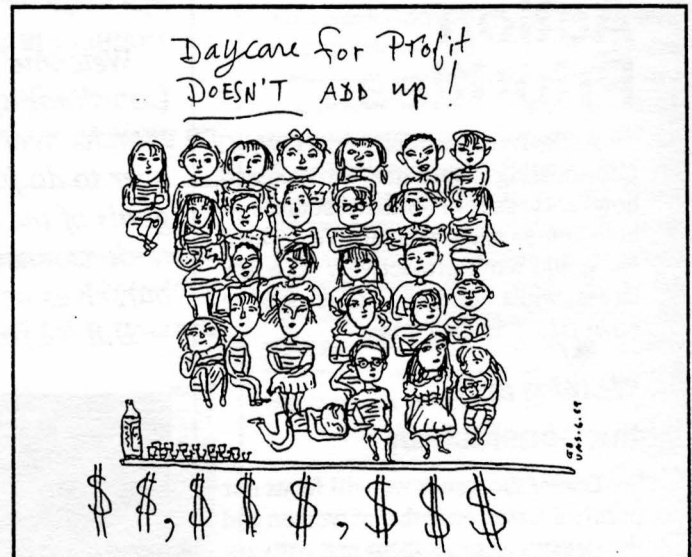
This is considerably less than what was talked about during the election, but it should be noted that during the election the NDP were operating under the assumption

there was a slight surplus in the provincial treasury and not a \$3-billion deficit. More importantly, it appears the government is leaning toward financially supporting the conversion of commercial child care centres to not-for-profit. This will be key for the survival of high quality child care. On employment equity, the budget only allocated \$24-million for initiatives in the Ontario Public Service, but appointed a Commissioner to conduct consultations on proposed employment equity legislation.

The budget targeted violence against women by setting aside \$12-million for a myriad of improvements to service and education, and additional funds were set aside for education about violence against women specifically on college and university campuses.

Finally, the funding of the Ontario Women's Directorate community grants program was not cut back, as had been rumoured. Instead the OWD received a considerable increase in their budget.

Given the NDP's expressed concern that it be seen to be representing all people, and their desire to not alienate



the business community, we think it is extremely important that community and advocacy groups like ourselves keep the pressure on. OWAC believes we must keep reminding the NDP in government of their promises and their commitment to women, in whatever ways we can.

On the positive side we are able to meet directly with this government's representatives on a regular basis. OWAC Coordinating Committee representatives have met twice with the Minister Responsible for the Status of Women, Anne Swarbrick, and her staff, to express our concerns about the needs of women at this time.

We were invited to present a brief to the Select Committee on the Constitution, which we managed to do (see page 4), and also recently participated in a "community groups" meeting with representatives of the Fair Tax Commission. As well, we are in the process of phone consultations on appointments to the Ontario Women's Advisory Council.

Political Action Priorities

At the April meeting of the OWAC Coordinating Committee, we discussed how best to use our limited resources — both human and financial. We decided we would work pro-actively on a few issues, while continuing to respond to other issues as they arise.

Women and the Constitution

One of the issues we will focus our political action on is that of women and the constitution, as there are not very many other women's organizations working specifically on that issue in Ontario, and it is of utmost importance that we voice women's concerns at this crucial time. To date, we have submitted a Brief and appeared before the Select Committee on the Constitution. Our future plans include workshops throughout the province to give women the opportunity to discuss the Constitution and prepare proposals for the 1991 OWAC General Meeting.

Employment Equity

Another issue we will prioritize is employment equity. We have been approached by the Alliance for Employment Equity to co-sponsor a one-day educational on how double discrimination affects women's struggle for employment equity. Other sponsors include the Ontario Native Women's Association, the Coalition of Immigrant and Visible Minority Women and the Disabled Women's Network. Representatives of the five groups will be meeting in early June to discuss the details of such a conference.

If you have any ideas about workshop topics, etc., please forward them to the OWAC address above.

Have you joined up yet?

Welcome to another issue of the OWAC Newsletter. The Coordinating Committee has met about once every two months over the first half of 1991, and found we have a lot left over to do from one meeting to the next! One of the implicit goals of the organization's ratifying meeting last October was to do extensive outreach and fundraising in order to constitute ourselves as a truly representative organization.

But we find ourselves in a bit of a chicken-and-egg situa-

tion. We're having trouble carrying out that mandate without very much money and even more limited time. We're all volunteers, of course, and many of us have highly demanding full-time jobs already. So if you or someone in your organization can help, please let us know!

We could always use volunteers. And above all, if you haven't yet signed up and sent in your membership fees, please turn to page 3 immediately and send in the affiliation form. Thanks!



Homage to my Grandmother, sculpture by Badanna Zack.

In this issue

The NDP budget	2
<i>Towards a more accessible government</i>	
Work and Family	3
<i>The crucial balance</i>	
The Constitution	4
<i>OWAC presents a brief to the Select Committee</i>	
